

Commission des finances publiques

Déposé le : 21 avril 2011

N° CFP-140

Secrétaire :

RÉGIE DES RENTES
DU QUÉBEC

Étude des crédits 2011-2012

Renseignements particuliers



ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DES PARTIS DE L'OPPOSITION

DOSSIER DE LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

NO	QUESTION DU PARTI QUÉBÉCOIS
1	Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années : a. le nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents.
2	Nombre de jugements de divorces et de séparations en fonction du partage ou de la renonciation traités pour chacune des trois dernières années : a. le nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers; b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés.
3	Nombre et pourcentage de personnes entre 18 et 25 ans et entre 26 et 35 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour chacune des trois dernières années.
4	Nombre et type de régimes de retraite administrés par la Régie des rentes du Québec entre 2006-2007 et 2010. Pour chaque type : a. à prestations déterminées; b. à cotisations déterminées.
5	Dans les régimes complémentaires de retraite : <ul style="list-style-type: none"> • quel est le nombre de régimes qui sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2006-2007 et 2010 et prévisions pour 2011; • la somme de l'ensemble de ces déficits par année; • quel est le nombre de régimes qui ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2006-2007 et 2010 et prévisions pour 2011; • la somme de l'ensemble de ces surplus par année.
6	État de situation concernant le dépôt du règlement d'application de la loi modifiant les régimes complémentaires de retraite et autres dispositions législatives visant à atténuer les impacts négatifs de la crise financière.
7	Concernant le programme de congés parentaux : a. les dépenses encourues pour la mise en place du programme, ventilation par année; b. le nombre de fonctionnaires et ou de contractuels affectés à la mise en place du programme, ventilation par année; c. l'état de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme.
8	État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2009-2010, 2010 ainsi que les prévisions pour 2011
9	Pour les demandes de retraite par Internet et le programme SimulRetraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour son obtention.
NO	QUESTION DE L'ADQ
10 Q1	Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer : a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des membres du conseil d'administration ; c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
11 Q6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes
12 Q7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
13 Q7	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

NO	QUESTION DE L'ADQ
14 Q9	Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant : a) les frais de déplacement; b) les frais de représentation; c) les frais de repas; d) les frais de voyage; e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
15 Q10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.
16 Q9	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covoiturage octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant: nom du professionnel ou de la firme; noms de tous les sous-traitants; mandat et résultat; coût; échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
17 Q13	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Avec la sanction en octobre 2009 de la *Loi concernant la gouvernance de la Régie des rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives*, la date de fin d'exercice financier de la Régie est passée du 31 mars au 31 décembre de chaque année, et ce, à compter de l'exercice financier débutant le 1^{er} avril 2010. Ainsi, la reddition de comptes de l'année financière 2010 s'effectue sur 9 mois.

TITRE 1

**Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune
des trois dernières années :**

- a. nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces
dossiers;**
- b. nombre d'heures supplémentaires payées à ces
agents.**

TITRE 1 : Nombre de demandes de rente de retraite traitées; nombre et pourcentage d'agents de rente qui traitent ces demandes; nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents

	2010 *	2009-2010	2008-2009
Nombre de demandes de rente de retraite traitées	69 989 demandes	100 019 demandes	97 461 demandes
Nombre d'agents qui traitent exclusivement la rente de retraite	21 agents	24 agents	31 agents
Nombre d'agents qui peuvent traiter la rente de retraite, mais qui traitent principalement un autre type de rente	43 agents	46 agents	52 agents
Nombre total d'agents qui peuvent traiter la rente de retraite	64 agents	70 agents	83 agents
Pourcentage d'agents qui peuvent traiter la rente de retraite sur l'ensemble des agents de rentes (inclus la rente d'invalidité, de survie et le suivi des rentes)	69 %	65 %	76 %
Heures supplémentaires payées aux agents qui traitent la rente de retraite (Note 1)	389 heures	308 heures	575 heures

* Statistiques d'avril à décembre 2010 en raison du changement de date de fin d'exercice qui a été ramenée au 31 décembre.

Note 1 : Les données des années financières 2008-2009 et 2009-2010 ont été modifiées car les systèmes de gestion de la Régie permettent maintenant d'obtenir le temps supplémentaire spécifique aux agents qui traitent la rente de retraite.

TITRE 2

Nombre de jugement de divorces et de séparations en fonction du partage ou de la renonciation traités pour chacune des trois dernières années :

- a. nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers;**
- b. nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés.**

TITRE 2 : Nombre de jugements de divorce et de séparations en fonction du partage ou de la renonciation traités; nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces demandes; les heures supplémentaires payées à ces agents

	2009-2010 (Note 1)	2008-2009	2007-2008
Nombre de dossiers traités de partage des gains entre ex-conjoints mariés ou unis civilement	14 387 dossiers	14 255 dossiers	14 826 dossiers
Nombre de partages	6 171	6 510	6 761
Nombre de renonciations	7 526	7 037	7 288
Nombre de demandes refusées	690	708	777
Nombre de dossiers traités de partage des gains entre ex-conjoints de fait	154 dossiers	216 dossiers	251 dossiers
Nombre de partages effectués	54	53	75
Nombre de demandes refusées	100	163	176
Note 1 : la dernière année complète disponible, pour les dossiers traités de partage, est l'année 2009-2010.			

	2010	2009-2010	2008-2009
Nombre d'agents qui consacrent une partie de leur temps de travail à traiter les jugements de divorce et de séparation	30 agents	30 agents	28 agents
Pourcentage d'agents qui consacrent une partie (10 % à 90 %) de leur temps de travail à traiter les jugements de divorce et de séparation sur l'ensemble des agents qui travaillent à la tenue du registre du cotisant	93%	83%	80%
Total des heures supplémentaires payées aux agents qui consacrent une partie de leur temps de travail à traiter les jugements de divorce et de séparation	2 heures	307 heures	320 heures

En 2010, très peu d'heures supplémentaires ont été payées pour le traitement des partages car les inventaires sont sous contrôle.

TITRE 3

Nombre et pourcentage de personnes entre 18 et 25 ans et entre 26 et 35 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour chacune des trois dernières années.

Titre 3 : Nombre et pourcentage de travailleurs¹ de 18 à 34 ans cotisant au Régime de rentes du Québec (RRQ) ou au Régime de pensions du Canada (RPC)

La bonne performance économique du Québec au cours des dernières années et le gel de l'exemption à 3 500 \$ ont permis d'augmenter les cotisations des jeunes travailleurs au RRQ ou au RPC et d'améliorer ainsi l'admissibilité aux prestations de ces régimes. Le tableau suivant montre l'évolution de cette clientèle depuis 2005.

Nombre de travailleurs québécois ayant des gains cotisables¹ au RRQ ou au RPC

Groupe d'âge	2005	2006	2007	2008	2009 ⁱ
18-19 ans	110 242	113 093	119 934	129 429	123 082
20-24 ans	373 079	368 226	367 014	368 712	352 080
25-29 ans	414 617	417 874	419 534	417 386	396 776
30-34 ans	390 744	396 942	408 788	417 959	412 755

i – Incomplet

Comme l'indique le tableau ci-dessous, le pourcentage de personnes qui cotisent au RRQ ou au RPC est en croissance chez les moins de 24 ans entre 2005 et 2008, et ce, même si plusieurs d'entre eux sont toujours aux études.

À noter que les données de 2009 ne permettent pas de conclure à la fin de cette tendance car les données sont incomplètes.

Proportion de travailleurs québécois ayant des gains cotisables¹ au RRQ ou au RPC

Groupe d'âge	2005 %	2006 %	2007 %	2008 %	2009 ⁱ %
18-19 ans	60,8	61,7	62,1	63,3	58,8
20-24 ans	74,4	74,5	75,3	75,8	71,5
25-29 ans	79,3	78,8	78,8	78,1	74,2
30-34 ans	80,1	80,1	80,4	79,8	76,4

i : incomplet

TITRE 4

Nombre et type de régimes de retraite administrés par la Régie des rentes du Québec entre 2006-2007 et 2010. Pour chaque type :

- a. à prestations déterminées;**
- b. à cotisations déterminées.**

TITRE 4 : Évolution de la répartition du nombre de régimes de retraite surveillés par la Régie des rentes du Québec, du nombre de participants et bénéficiaires et de l'actif selon le type de régime

Description :

Les statistiques de cette fiche concernent les régimes de retraite sous la surveillance de la Régie des rentes du Québec entre 2007 et 2011 selon la dernière déclaration annuelle de renseignements reçue. Ces tableaux regroupent les régimes actifs, en voie d'enregistrement, de transfert dans une autre législation, de terminaison, d'annulation et de fusion à un autre régime de retraite.

Régimes de retraite sous la surveillance de la Régie des rentes

Année de l'étude de crédits	Ensemble des régimes	Régimes de retraite simplifiés	Régimes à cotisation déterminée	Régimes à prestations déterminées
2011	1 292	13	386	893
2010	1 345	14	422	909
2009	1 427	14	469	944
2008	1 508	14	538	956
2007	1 581	14	586	981

Nombre de participants et actif total - Ensemble des régimes

Déclaration annuelle	Nombre de régimes	Nombre de participants actifs	Nombre de participants non actifs et bénéficiaires	Nombre total de participants et bénéficiaires	Actif total (M\$)
2009-12-31	1 292	684 810	676 075	1 360 885	94 517,7
2008-12-31	1 345	679 207	650 249	1 329 456	82 938,8
2007-12-31	1 427	664 461	623 897	1 288 358	98 968,4
2006-12-31	1 508	650 366	609 209	1 259 575	97 818,5
2005-12-31	1 581	647 014	594 611	1 241 625	87 498,4

Nombre de participants et actif total - Régimes de retraite simplifiés

Déclaration annuelle	Nombre de régimes	Nombre de participants actifs	Nombre de participants non actifs et bénéficiaires	Nombre total de participants et bénéficiaires	Actif total (M\$)
2009-12-31	13	57 350	4 227*	61 577	1 172,0
2008-12-31	14	58 354	59	58 413	918,7
2007-12-31	14	53 179	59	53 238	918,0
2006-12-31	14	42 554	59	42 613	753,0
2005-12-31	14	34 202	59	34 261	514,0

* Les participants non actifs sont membres de deux régimes simplifiés en voie de terminaison.

Nombre de participants et actif total - Régimes de retraite à cotisation déterminée

Déclaration annuelle	Nombre de régimes	Nombre de participants actifs	Nombre de participants non actifs et bénéficiaires	Nombre total de participants et bénéficiaires	Actif total (M\$)
2009-12-31	386	55 483	13 803	69 286	2 203,5
2008-12-31	422	55 427	14 478	69 905	1 884,3
2007-12-31	469	60 174	13 493	73 667	2 450,5
2006-12-31	538	59 602	15 060	74 662	2 445,3
2005-12-31	586	63 471	13 036	76 507	2 336,3

TITRE 4 : Évolution de la répartition du nombre de régimes de retraite surveillés par la Régie des rentes du Québec, du nombre de participants et bénéficiaires et de l'actif selon le type de régime

Nombre de participants et actif total - Régimes de retraite à prestations déterminées					
Déclaration annuelle	Nombre de régimes	Nombre de participants actifs	Nombre de participants non actifs et bénéficiaires	Nombre total de participants et bénéficiaires	Actif total (M\$)
2009-12-31	893	571 977	658 045	1 230 022	91 142,2
2008-12-31	909	565 426	635 172	1 201 138	80 135,9
2007-12-31	944	551 108	610 345	1 161 453	95 599,9
2006-12-31	956	548 210	594 090	1 142 300	94 620,2
2005-12-31	981	549 341	581 516	1 130 857	84 648,1

Pour l'ensemble des régimes de retraite sous la surveillance de la Régie des rentes, on remarque une baisse importante du nombre de régimes depuis 2005. En effet, la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* a été modifiée en 2004 pour permettre la conversion d'un régime de retraite à cotisation déterminée en un régime de retraite simplifié (RRS). Près de 250 régimes se sont prévalus de cette conversion durant une période de six ans.

L'actif des régimes s'est dévalué d'un montant de 16 milliards de dollars en 2008. Cette baisse est due aux mauvais rendements de placements à la suite de la crise financière survenue à la fin de 2008. Toutefois, les actifs ont récupéré près de 12 milliards de dollars en 2009 suite aux bons rendements et aux cotisations d'équilibre versées par les employeurs pour combler les déficits actuariels.

Les régimes de retraite simplifiés ont continué leur progression depuis 2001, avec un ralentissement pour 2004 et une reprise en 2005. Après la conversion des régimes à cotisation déterminée en RRS, le nombre de participants actifs a plus que doublé entre 2006 et 2010. Par contre, le nombre de participants actifs est demeuré stable en 2009 suite à la terminaison d'un RRS afin de créer un nouveau régime à prestations déterminées.

Le nombre de participants et bénéficiaires des régimes de retraite à cotisation déterminée a chuté en 2004 en raison du transfert en Ontario d'un régime comptant près de 12 000 participants. Ce nombre a continué de diminuer en 2006 et 2007 après la conversion de 140 régimes en un RRS. Le nombre de participants et bénéficiaires s'est stabilisé jusqu'en 2007. Ce nombre a de nouveau chuté en 2008 par suite de la transformation en prestations déterminées d'un régime comptant près de 4 500 participants.

TITRE 5

Dans les régimes complémentaires de retraite :

- **quel est le nombre de régimes qui sont en déficit à l'heure actuelle ? L'évolution de ces données entre 2006-2007 et 2010 et prévisions pour 2011.**
- **la somme de l'ensemble de ces déficits?**
- **quel est le nombre de régimes qui ont des surplus à l'heure actuelle? L'évolution de ces données entre 2006-2007 et 2010 et les prévisions pour 2011.**
- **la somme de l'ensemble de ces surplus?**

TITRE 5 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite

Description

Régimes à cotisation déterminée

Un régime à cotisation déterminée accumule au nom de chaque participant les cotisations patronales et salariales conformément au texte du régime. Par définition, ce type de régime est toujours pleinement capitalisé et solvable, puisque le montant de rente que recevra le participant dépend entièrement des sommes accumulées à son nom au moment de la retraite.

Régimes à prestations déterminées

Un régime à prestations déterminées prévoit, au moment de la retraite, le versement d'un montant de rente au participant pour chaque année de participation au régime, selon une formule déterminée dans le texte du régime. La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (Loi RCR) requiert qu'un tel régime fasse l'objet d'une évaluation actuarielle selon deux approches, soit l'approche de capitalisation et l'approche de solvabilité.

La méthode de capitalisation permet que les cotisations accumulées soient suffisantes au moment de la retraite pour respecter les engagements du régime. Cette méthode doit être conforme aux principes actuariels reconnus, présumer la permanence du régime et, notamment, prévoir l'évolution des salaires des participants. Quant à l'évaluation sur la base de solvabilité, elle vise à ce que chaque régime puisse respecter tous ses engagements au moment de sa terminaison. La valeur des droits du participant est alors établie selon les hypothèses et les méthodes prévues par la Loi et, dans le cas d'un régime de type salaire final, sans avoir habituellement à tenir compte de l'évolution future des salaires.

La *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, notamment en matière de financement et d'administration* (projet de loi n° 30), adoptée en décembre 2006, a défini de nouvelles règles de financement pour les régimes à prestations déterminées, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Ces nouvelles règles visent à sécuriser davantage les prestations des participants en prévoyant notamment des évaluations actuarielles annuelles, la constitution d'une réserve pour écarts défavorables et un financement immédiat des modifications apportées au régime lorsque son degré de solvabilité est inférieur à 90 %. Elles s'appliquent principalement aux régimes de retraite du secteur privé.

En janvier 2009, la *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi* (projet de loi n° 1) a introduit des mesures visant à alléger la charge financière des entreprises du secteur privé offrant un régime à prestations déterminées. Ces mesures sont applicables pour toute évaluation actuarielle dont la date est postérieure au 30 décembre 2008, et l'utilisation de ces mesures entraîne l'application immédiate des nouvelles règles de financement prévues par le projet de loi n° 30.

Il faut noter que, depuis le 31 décembre 2006, les régimes de retraite des secteurs municipal et universitaire ainsi que celui des CPE sont soustraits du versement des cotisations d'équilibre relatives aux déficits de solvabilité. Des mesures d'allègement particulières sont aussi prévues pour les régimes de ces secteurs. Elles s'appliquent aux évaluations actuarielles dont la date est postérieure au 30 décembre 2008.

TITRE 5 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite

Méthodologie

Les dernières données disponibles sur la **solvabilité** des régimes de retraite proviennent, pour la plupart, d'évaluations actuarielles pour les années 2007 à 2009. Jusqu'à tout récemment, la Loi RCR permettait qu'un régime à prestations déterminées ne soit évalué qu'à tous les trois ans et accordait un délai de neuf mois pour transmettre cette évaluation à la Régie. Depuis le 1^{er} janvier 2010, un régime de retraite du secteur privé doit faire l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle.

Afin de suivre l'évolution de la situation financière des régimes à prestations déterminées, la Régie projette la situation financière de l'ensemble des régimes de retraite à prestations déterminées **sous sa surveillance**¹, selon l'approche de solvabilité. C'est l'évaluation sur la base de solvabilité qui détermine la capacité du régime à satisfaire à ses obligations s'il devait y avoir terminaison du régime à la date d'évaluation.

Pour chaque régime, cette projection se fait à partir de l'information contenue dans les plus récentes évaluations actuarielles et déclarations annuelles de renseignements (DAR) transmises à la Régie, en supposant qu'une évaluation actuarielle est produite à une date donnée et que toutes les cotisations requises ont été versées jusqu'à cette date². Notre plus récente projection visait à établir la situation financière des régimes à prestations déterminées au **31 décembre 2010**.

La base de données utilisée pour la projection au **31 décembre 2010** exclut les régimes suivants :

- les régimes pour lesquels l'information pour déterminer le degré de solvabilité n'est pas disponible;
- le régime de la construction;
- les régimes des villes de Québec et Montréal qui font l'objet d'une loi spéciale pour l'amortissement de certains déficits;
- les régimes en voie d'enregistrement;
- les régimes en voie de terminaison;
- les régimes qui fusionnent avec un autre régime;
- les régimes qui sont transférés à une autre autorité de surveillance.

La projection quant à la situation financière des régimes à prestations déterminées, selon l'approche de solvabilité, vise donc 769 régimes. Cette projection permet d'établir le portrait financier de ces régimes au **31 décembre 2010**.

Les graphiques suivants montrent l'évolution de la situation financière des régimes de retraite à prestations déterminées depuis la fin de l'année 2007. La population des régimes de retraite sous la surveillance de la Régie n'étant pas statique (ex. : des régimes sont créés, d'autres sont terminés), il est à noter que la population de régimes prise en considération à la fin de 2010 diffère de celle qui existait à la fin de 2007, 2008 ou 2009.

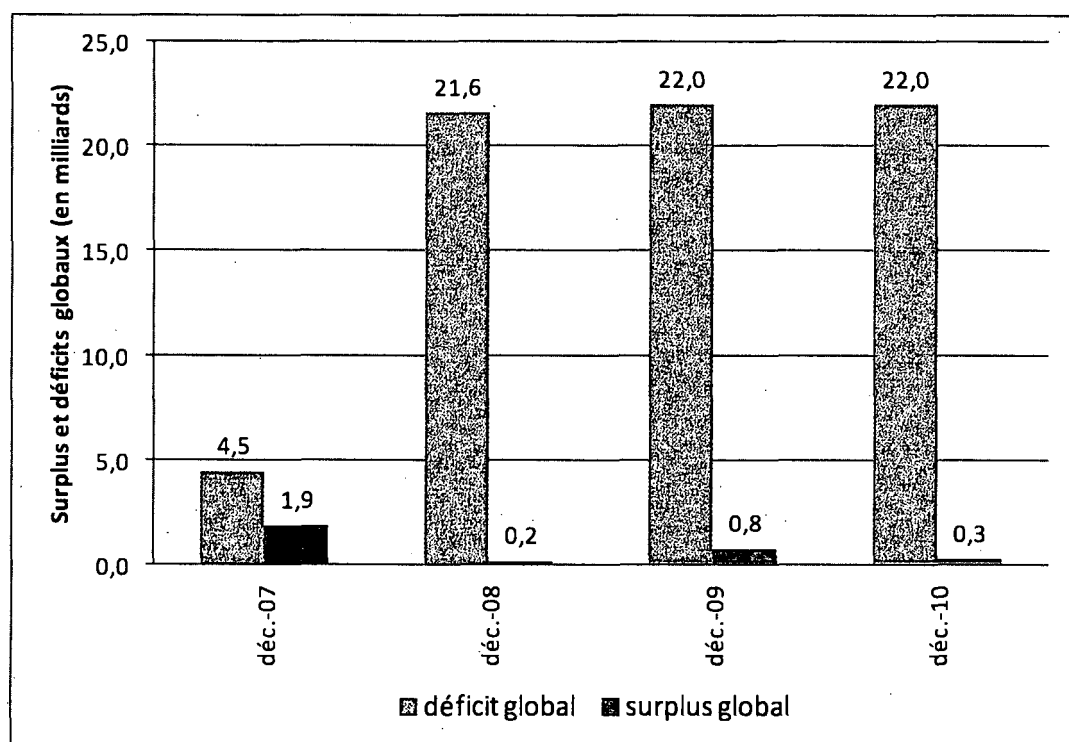
1. Certains travailleurs québécois assujettis à la Loi RCR participent à des régimes de retraite à prestations déterminées qui sont sous la surveillance d'une autre autorité (ex. : Commission des services financiers de l'Ontario). Pour ces régimes, la Régie ne dispose pas de toutes les données qui lui permettraient de projeter leur situation financière comme elle le fait pour les régimes sous sa surveillance.
2. Pour un régime de retraite dont l'employeur s'est placé sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), il arrive souvent que le tribunal autorise la suspension du versement des cotisations d'équilibre. La projection suppose que ces cotisations ne sont pas versées.

TITRE 5 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite

Portrait de la situation financière des régimes de retraite

A) Surplus et déficits de l'ensemble des régimes de retraite

Graphique 1
Somme des surplus et déficits de l'ensemble des régimes de retraite



Date	31-12-2007	31-12-2008	31-12-2009	31-12-2010
Nombre de régimes visés	835	812	790	769

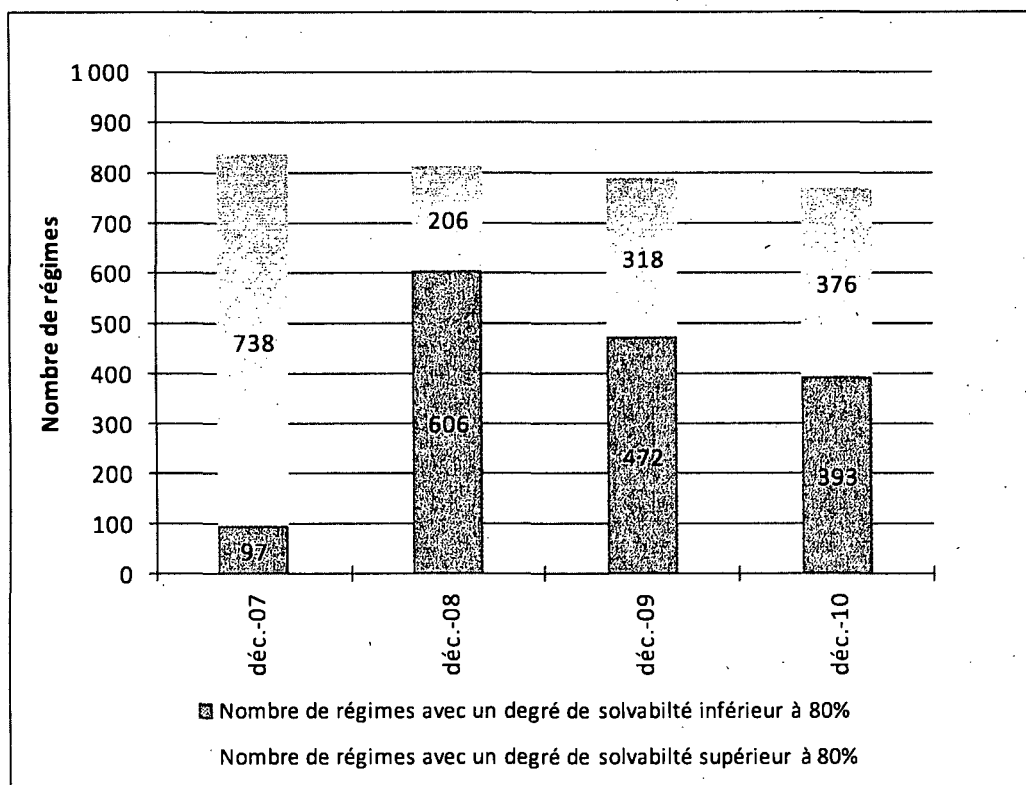
- Au 31 décembre 2010, les projections de la Régie établissent le déficit total de l'ensemble des **régimes de retraite déficitaires** à 22,0 G\$, dont 14,0 G\$ pour les régimes du secteur privé et 8,0 G\$ pour les régimes du secteur public.
- À cette même date, l'excédent d'actif des régimes de retraite en position excédentaire est estimé à 0,3 G\$.

TITRE 5 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite

B) Régimes de retraite avec un degré de solvabilité inférieur ou supérieur à 80 %

Graphique 2

Nombre de régimes de retraite avec un degré de solvabilité inférieur ou supérieur à 80 %



Date	31-12- 2007	31-12-2008	31-12-2009	31-12-2010
Nombre de régimes visés	835	812	790	769

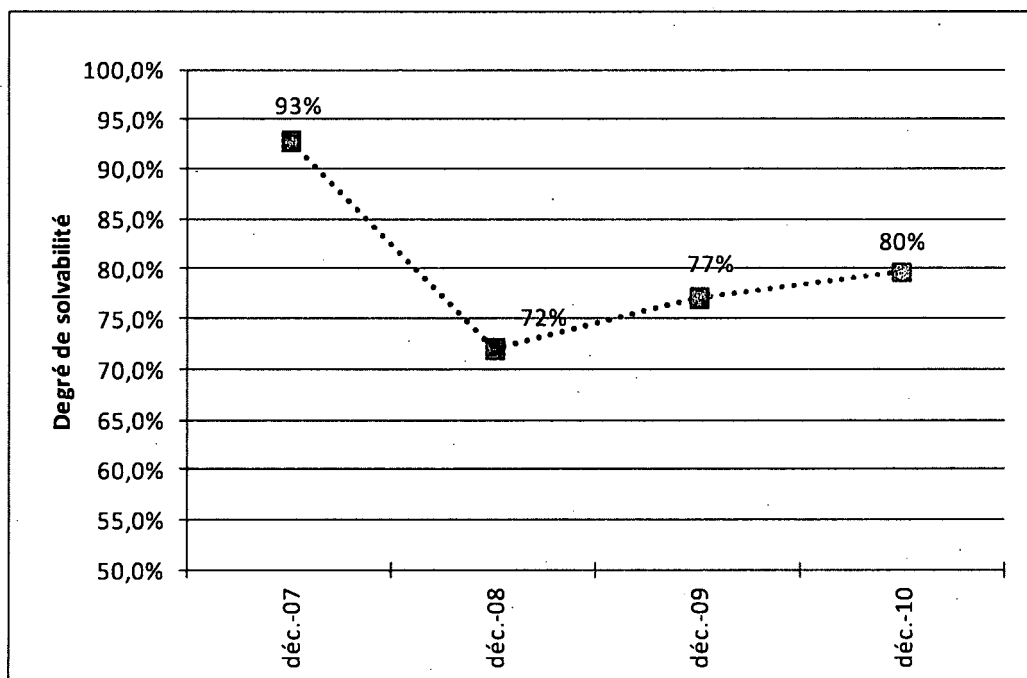
- Au 31 décembre 2010, on estime que 51 % des régimes (393 régimes) ont un degré de solvabilité inférieur à 80 %, et se trouvent donc dans une situation financière délicate.
- Le portrait des régimes à prestations déterminées s'est amélioré au cours de la dernière année, puisqu'au 31 décembre 2009, la proportion de régimes présentant un degré de solvabilité inférieur à 80 % s'élevait à 60 %.

TITRE 5 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite

C) Évolution du degré de solvabilité médian des régimes de retraite

Graphique 3

Degré de solvabilité médian de l'ensemble des régimes de retraite



Date	31-12- 2007	31-12-2008	31-12-2009	31-12-2010
Nombre de régimes visés	835	812	790	769

- Au 31 décembre 2010, le degré de solvabilité médian de l'ensemble des régimes est estimé à 80 %. Cela signifie que la moitié des régimes présentent un degré de solvabilité inférieur à 80 %, et inversement, que l'autre moitié des régimes montrent un degré de solvabilité supérieur à 80 %.

Les graphiques 2 et 3 montrent que la santé financière des régimes à prestations déterminées s'est améliorée depuis les 2 dernières années.

Il faut se rappeler qu'au cours de l'année 2008, les rendements négatifs réalisés par les caisses de retraite avaient entraîné une baisse considérable de l'actif des régimes, et que la baisse des taux de rendement à long terme avait contribué à une augmentation de la valeur des engagements, c'est-à-dire du passif des régimes.

En 2009 et 2010, le rendement global des caisses de retraite canadiennes a excédé les 10 % : au cours de cette période toutefois, les taux de rendement à long terme ont poursuivi leur tendance à la baisse. Il en résulte un degré de solvabilité médian en légère hausse au 31 décembre 2010.

TITRE 5 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite

D) Répartition des régimes et des participants et bénéficiaires selon le degré de solvabilité

Tableau 1
Répartition des régimes de retraite selon le degré de solvabilité estimé au 31 décembre 2010

Degré de solvabilité	Ensemble des régimes		Régimes du secteur privé		Régimes du secteur public	
	Nombre de régimes	Nombre de participants et bénéficiaires	Nombre de régimes	Nombre de participants et bénéficiaires	Nombre de régimes	Nombre de participants et bénéficiaires
Moins de 60 %	31	15 721	16	10 871	15	4 850
60 % à 70 %	71	107 068	37	65 301	34	41 767
70 % à 80 %	291	297 721	227	157 868	64	139 853
80 % à 90 %	197	164 024	170	144 242	27	19 782
90 % à 100 %	89	85 353	77	67 938	12	17 415
Plus de 100 %	90	44 415	79	41 633	11	2 782
Total	769	714 302	606	487 853	163	226 449

- Au 31 décembre 2010, 88 % des régimes (679 régimes) avaient un degré de solvabilité inférieur à 100 %.
- Dans le secteur public, 69 % des régimes regroupant 82 % des participants et des bénéficiaires ont un degré de solvabilité inférieur à 80 %. Les données équivalentes pour le secteur privé sont de 46 % pour les régimes et de 48 % pour les participants et bénéficiaires.

TITRE 6

**État de situation concernant le dépôt du règlement
d'application de la loi modifiant les régimes complémentaires
de retraite et autres dispositions législatives visant à atténuer
les impacts négatifs de la crise financière.**

TITRE 6 : État de situation concernant les mesures mises en place à la suite de la crise financière de 2008 : allègement des règles de financement des régimes de retraite et administration des rentes des retraités par la Régie des rentes du Québec

La *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi* (projet de loi n°1), qui est entrée en vigueur le 15 janvier 2009, nécessite de prendre tout règlement nécessaire à l'application des nouvelles mesures qui y sont prévues.

Allègement des règles de financement des régimes de retraite

À cet effet, le gouvernement a pris, le 11 novembre 2009, un règlement de soustraction en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, qui prévoit les différentes mesures dont un employeur peut se prévaloir pour atténuer les effets de la crise financière. Ce règlement rétroagit au 31 décembre 2008.

Depuis son entrée en vigueur, dans **269 régimes de retraite**, il y a eu une instruction donnée au comité de retraite de prendre une ou plusieurs des mesures prévues au règlement. Ces 269 régimes comptent **240 700 travailleurs et 160 000 retraités et bénéficiaires**.

Administration des rentes des retraités par la Régie des rentes du Québec

Le projet de loi n°1 prévoit également que certains participants et bénéficiaires, dont les droits au titre du régime de retraite sont réduits à la suite de la faillite de l'employeur, peuvent opter pour une rente servie par la RRQ. Le projet de loi n°129, sanctionné le 10 décembre 2010, a permis d'étendre l'application de cette option dans les cas où les droits sont réduits en raison de l'insolvabilité de l'employeur.

Le règlement concernant l'administration des rentes par la Régie est entré en vigueur le 3 novembre 2010 et rétroagit au 31 décembre 2008. En vertu de ce règlement, les participants et les bénéficiaires visés pourront bénéficier intégralement de la protection du projet de loi n°1. En règle générale, les rentes des participants et bénéficiaires visés seront administrées par la Régie pour une période maximale de cinq ans. En vertu du projet de loi n° 129, la Régie a maintenant le pouvoir de prolonger jusqu'à dix ans la période d'administration des rentes qu'elle sert, si elle estime que les circonstances le justifient.

Le caractère inédit de ces nouvelles mesures a entraîné inévitablement des délais dus notamment à la complexité du processus de terminaison et de retrait ainsi qu'à la mise en place du cadre administratif nécessaire à l'administration des rentes.

En ce moment, les dossiers les plus avancés sont ceux relatifs aux deux régimes visant les participants et bénéficiaires des régimes de retraite de **Trailmobile Parts & Service Canada Ltd.** Une rencontre d'information a eu lieu avec ces participants et bénéficiaires le 2 mars 2011 et ceux-ci ont maintenant à faire leur choix entre les diverses options qui leur sont offertes (ex. : rente servie par la Régie).

Les participants et bénéficiaires des régimes de retraite **d'Aléris, de Signature Aluminium Canada Inc., de Papiers Fraser, Outil et Matrice Harrington Inc. et Nortel** pourront opter éventuellement pour une rente servie par la Régie.

TITRE 7

Concernant le programme de congés parentaux :

- a) dépenses encourues pour la mise en place du programme, ventilation par année;**
- b) nombre de fonctionnaires et ou de contractuels affectés à la mise en place du programme, ventilation par année;**
- c) état de situation sur l'avancement des travaux quant à la mise en place du programme.**

**TITRE 7 : Programme de congés parentaux
(Régime d'assurance parentale)**

Cette question ne s'applique pas à la Régie des rentes du Québec.

TITRE 8

État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-régions en précisant les sommes versées pour 2009-2010, 2010 ainsi que les prévisions 2011.

TITRE 8 : État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2008-2009, 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011

La Régie des rentes du Québec n'est pas concernée par le plan Québec-Régions.

TITRE 9

Pour les demandes de retraite par Internet et le programme SimulRetraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour leur obtention.

Titre 9 : Pour le service d'authentification en ligne clicSÉQUR, indiquez, par mois, le nombre de demandes d'authentification

La clientèle Web de la Régie qui souhaite avoir accès à des services en ligne personnalisés et sécurisés doit utiliser le service d'authentification gouvernementale clicSÉQUR. Ce service est utilisé par plusieurs ministères et organismes et permet d'avoir accès à un éventail de services Web offerts par ces organisations gouvernementales.

ClicSÉQUR a été mis en place par le Service québécois d'authentification gouvernementale (SQAG) en décembre 2005. Il est maintenant sous la responsabilité de Services Québec.

Sommaire des volumes

	Sessions envoyées à clicSÉQUR	Sessions revenant à la RRQ ⁽¹⁾ ⁽²⁾	Délai moyen de retour (secondes)
Total	258 940	118 785	358

(1) Plusieurs raisons peuvent expliquer l'écart entre les sessions envoyées à clicSÉQUR et celles revenues à la Régie :

- le client a décidé de quitter la session avant la fin;
- il a appuyé sur le bouton « Précédent »;
- les renseignements fournis sont inexacts;
- le client refuse les conditions d'utilisation lors de son enregistrement;
- etc.

(2) En 2010, le nombre de « Sessions revenant à la RRQ » a augmenté de 5 % par rapport à la même période l'an dernier (avril à décembre 2009).

TITRE 10

Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;**
- b) la liste des membres du conseil d'administration ;**
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;**
- d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

TITRE 10 : La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; la liste des membres du conseil d'administration; leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La Liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. De plus, la rémunération de chaque employé ne peut être divulguée en vertu de l'article 57 2° de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

b) La liste des membres du conseil d'administration; la liste des nominations ou des mandats renouvelés en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. L'information demandée est disponible sur le site Internet de la Régie des rentes du Québec et dans son rapport annuel de gestion.

c) Leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation :

Voir la réponse à la question 7 des renseignements généraux.

TITRE 11

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes

TITRE 11 : Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes

La réponse à cette question se trouve au Titre 29 du cahier des renseignements généraux.

TITRE 12

**Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010,
en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme
retenue pour le réaliser.**

Titre 12 : Liste et copie de tous les sondages effectués en 2010-2011, en indiquant les coûts et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser

Liste des sondages réalisés auprès des citoyens

<i>Numéro</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Fournisseur</i>	<i>Coût</i>
1	Sensibilisation des citoyens à l'importance d'être autonome financièrement à la retraite Ce sondage vise à caractériser les personnes qui sont ou ne sont pas considérées sensibilisées à l'importance d'être autonome financièrement à la retraite afin d'orienter les actions de communications de la Régie. Deux éditions de ce sondage Web ont été réalisées soit en mai et octobre 2010, la seconde ayant pour but de valider la stabilité de la mesure qui pourrait être utilisée comme indicateur dans le prochain plan stratégique de la Régie.	SOM	23 459 \$
2	Confiance à l'égard des intervenants financiers et planification de la retraite dans le couple La Régie s'est associée à Question Retraite pour sonder la population quant à la confiance qu'elle a à l'égard des intervenants financiers et à la planification de la retraite dans le couple. Les résultats permettent une meilleure compréhension des comportements et l'adaptation de nos interventions en termes de communications.	SOM	18 600 \$
3	Grand sondage sur la satisfaction de la clientèle 2010 – volet RCR Ce sondage permet de mesurer la satisfaction de la clientèle à l'égard de la prestation de service rendue par la Régie. Celui-ci visait spécifiquement la clientèle s'adressant à la Régie au sujet des régimes complémentaires de retraite.	Fait à l'interne	s.o.
4	Attentes et satisfaction à l'égard du traitement des plaintes Le sondage visait à connaître la perception des clients quant au respect par la Régie de ses engagements dans sa <i>Déclaration de services aux citoyens</i> en ce qui a trait au traitement des plaintes et à recueillir leurs attentes à cet égard.	SOM	7 028 \$
5	Projet pilote sur l'utilisation de la visioconférence pour la réalisation d'entrevues avec les clients Le sondage a permis d'évaluer la satisfaction des clients qui ont été servis dans le cadre d'un projet pilote visant à utiliser la visioconférence pour qu'une personne se présentant dans un bureau régional soit répondue par un employé d'un autre bureau.	Fait à l'interne	s.o.
6	Mesure de la satisfaction de la clientèle qui s'adresse à la Régie (MASC) Ce sondage, réalisé annuellement, permet de connaître la satisfaction de la clientèle à l'égard des différents engagements qualitatifs de la <i>Déclaration de services aux citoyens</i> et d'en suivre l'évolution.	SOM	8 844 \$
7	SOM-CELI La Régie a participé à la première édition de ce nouveau sondage à coparticipation offert par SOM, pour connaître la participation des citoyens et les sommes qu'ils investissent dans les CELI. Cette information est utilisée dans la réflexion pour le développement de nouveaux véhicules d'épargne en vue de la retraite.	SOM	6 950 \$
8	Comportement des requérants d'une rente de retraite à l'égard des différents modes de prestation de service Le sondage a permis de mieux connaître le comportement des citoyens lors du choix d'un mode de prestation de service pour faire une demande de rente de retraite. Les avantages et les obstacles liés à chacun des modes permettent à la Régie d'adapter son offre de service pour favoriser l'utilisation des modes les plus efficaces.	SOM	10 590 \$

La copie des sondages effectués n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

TITRE 13

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

TITRE 13: Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Frais de traduction en 2010 (du 1^{er} avril au 31 décembre 2010)

Honoraires d'un pigiste 30 800 \$

Les autres contrats ont été confiés au Centre des services partagés du Québec (CSPQ).

Documents traduits

La liste des documents traduits n'est pas une information pertinente à l'étude des crédits.

TITRE 14

Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant :

- a) les frais de déplacement ;**
- b) les frais de représentation ;**
- c) les frais de repas ;**
- d) les frais de voyage ;**
- e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.**

TITRE 14 : Concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010 concernant les frais de déplacement; de représentation; de repas; de voyage; de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les dépenses pour le Bureau du président et des vice-présidents du 1^{er} avril au 31 décembre 2010 :

Les frais de déplacement, de repas et de voyage : 5 145 \$

Aucun frais de voyage hors-Québec pour le président-directeur général et les vice-présidents.

Les frais de représentation respectent la *Directive sur le remboursement de certaines dépenses de fonction des cadres* du Conseil du trésor (R.P.G. 6.1.2.3, C.T. 198208 du 30 avril 2002).

Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences : s.o.

TITRE 15

**Mandats donnés à la Société immobilière du Québec
pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration
et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats,
en 2010.**

TITRE 15 : Mandats donnés en 2010 à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats

La réponse à cette question se trouve au Titre 11 du cahier des renseignements généraux.

TITRE 16

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covoiturage octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant: nom du professionnel ou de la firme; noms de tous les sous-traitants; mandat et résultat; coût; échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**TITRE 16 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi
(soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
de tous les contrats de covérification octroyés 2010**

C'est le Vérificateur général du Québec qui procède à la vérification des états financiers de la Régie, et ce, sans covérification.

TITRE 17

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.**

**TITRE 17 : a) Liste de tous les concours et tirages effectués;
b) Prix remis aux gagnants des concours et des tirages,
ainsi que la valeur de ces prix;
c) Objectif visé par la tenue de chacun des concours.**

Aucun concours et tirages à l'initiative de la Régie en 2010 pour le volet du Régime de rentes du Québec et celui des Régimes complémentaires de retraite.